



Les Dialogues franco-italiens pour l'Europe
3^e édition

**France et Italie: reconstruire un avenir pour
les générations futures
dans le contexte de la Covid-19**

NEWSLETTER N. 4
Décembre 2020

Main Partners



Partners



Avec le
soutien



© 2020 The European House - Ambrosetti S.p.A. TOUS DROITS RESERVES. Ce document a été conçu et réalisé par The European House - Ambrosetti S.p.A pour le client destinataire, et son utilisation ne peut être séparée de la présentation et/ou des commentaires qui l'ont accompagné. Toute utilisation de tout ou partie du document sans l'autorisation écrite préalable de The European House - Ambrosetti S.p.A est interdite.

▪ **Les Dialogues franco-italiens pour l'Europe**

Buts, objectifs et acteurs de l'initiative

▪ **L'édition 2020 des Dialogues**

Revivez les tables rondes digitales de l'édition 2020

Un panorama des 4 derniers rendez-vous des Dialogues:

- **Les jeunes et leur avenir dans le contexte du Covid-19, un sondage réalisé en France et en Italie**
- **Former les jeunes aux métiers du futur**
- **Next Generation EU et Green Deal: le point de vue des entreprises**
- **Focus: le position paper: «La mobilité électrique pour un système de transport à émission zéro»**
- **Les instruments de relance des économies française et italienne dans le contexte de la Covid-19**

Main Partners



Partners

Avec le
soutien



Les Dialogues franco-italiens pour l'Europe sont une **plateforme de discussion de haut niveau** ouverte aux dirigeants français et italiens. Ils s'y réunissent régulièrement et discutent, de manière confidentielle et ouverte, des questions prioritaires pour les entreprises et l'économie, et plus généralement pour l'avenir de l'Europe et des jeunes générations, en définissant des stratégies et émettant des propositions afin de renforcer davantage les relations entre les deux pays.

Lancé en 2018 par les universités française **Sciences Po** et italienne **Luiss Guido Carli** en collaboration avec **The European House-Ambrosetti**, le projet a une durée pluriannuelle et se déroule en alternance à Rome et à Paris. Il bénéficie du patronage de l'Ambassade de France en Italie et de l'Ambassade d'Italie en France. En raison de la crise du Covid-19, le projet a évolué cette année vers un écosystème numérique afin de poursuivre le dialogue entre les deux pays dans un contexte crucial historique.

La propriété globale du projet est détenue conjointement par les deux universités, avec la collaboration de The European House-Ambrosetti qui en assure la direction opérationnelle. Les Dialogues s'inscrivent dans une perspective à moyen et long terme et sont devenus un rendez-vous annuel de référence avec un contenu à haute valeur ajoutée et des occasions de relations et de mise en réseau entre les communautés d'affaires des deux pays.

Plus qu'une simple plateforme de dialogue, les Dialogues visent également à élaborer des contenus innovants sur le développement des relations économiques, politiques et culturelles entre la France et l'Italie. Les thèmes sont élaborés sous la direction d'un Comité Scientifique, qui réunit certaines des personnalités les plus influentes dans les relations entre les deux pays.

La gouvernance des Dialogues

Les Co-Présidents des Dialogues

Frédéric Mion
Directeur
Sciences Po



Paola Severino
Vice-Présidente
Luiss



Marc Lazar
Professeur Sciences Po et
Luiss

Les membres français du Comité Scientifique



Teresa Cremisi
Centre National du
Cinéma, Editrice



**Jean-Paul
Fitoussi**
Professeur
Sciences Po et
Luiss



Félicité Herzog,
Directrice
Stratégie et
Innovation,
Vivendi



Alain Le Roy,
ancien
Ambassadeur de
France en Italie



Erkki Maillard
Conseiller
Diplomatique du
Président Directeur-
Général d'EDF

Les membres italiens du Comité Scientifique



Giuliano Amato
Juge
Constitutionnel



**Franco
Bassanini**
Président Astrid



Elisabetta Belloni
Secrétaire Générale
Ministère des
Affaires Etrangères



Sergio Fabbrini
Intesa Sanpaolo Chair
on European
Governance, Luiss



Enrico Letta
Doyen Paris School of
International Affairs,
Sciences Po

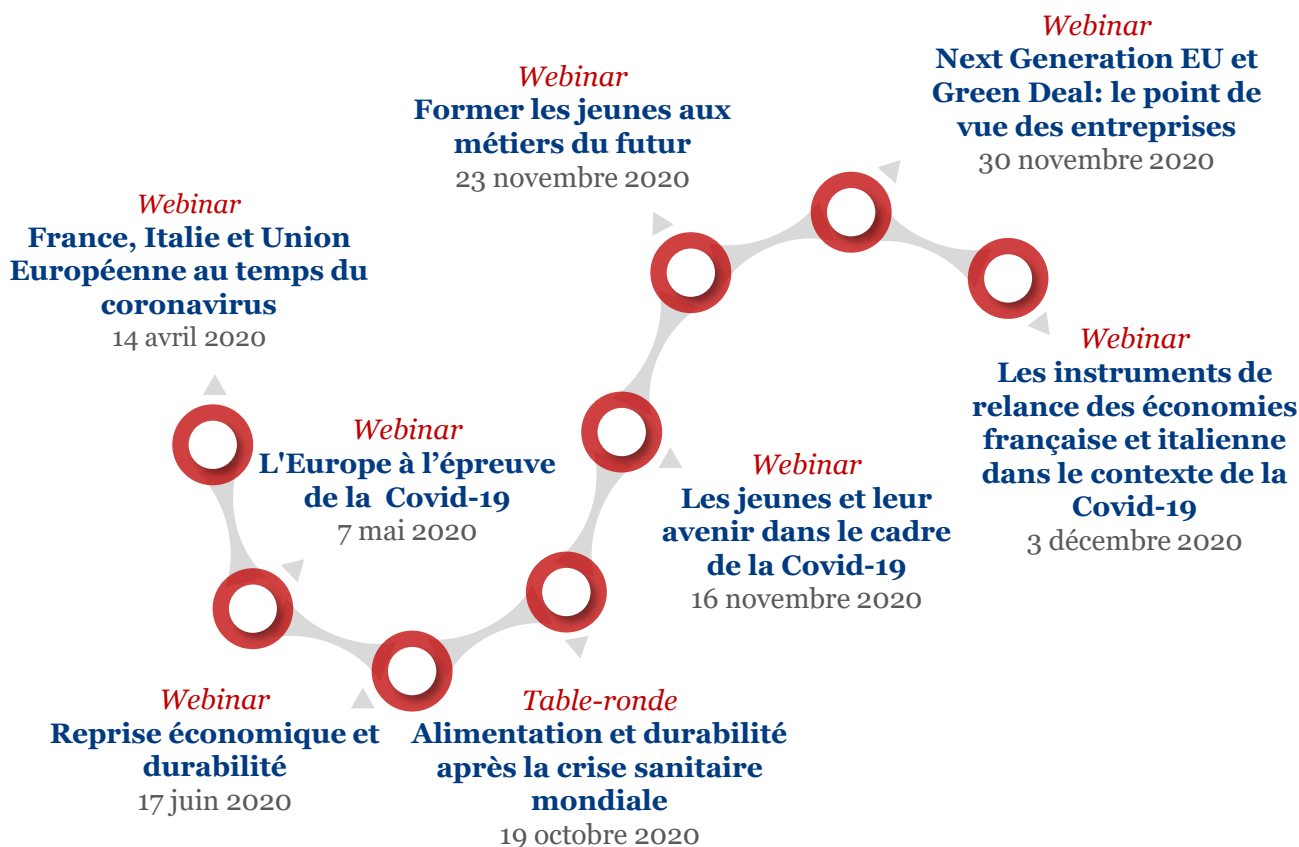


Fabrizio Pagani
Global Head of
Economics and
Capital Market
Strategy, Muzinich

Après une première édition à Rome en 2018 et une deuxième à Paris en 2019, la troisième édition des Dialogues s'est, compte tenu de la situation que vivent nos pays, enrichie avec des **tables rondes virtuelles**.

A la suite d'une intense année de travail, le parcours de l'édition 2020 des Dialogues a atteint le 3 décembre dernier, sa dixième et dernière étape d'un itinéraire qui, alternant moments de rencontres physiques et numériques, a accueilli 56 intervenants et 2 444 participants.

Le parcours de l'édition 2020 des Dialogues



Les chiffres
de l'édition 2020
des Dialogues

10
rencontres

2.444
participants

56
intervenants

[Cliquez ici pour accéder au site des Dialogues et revoir tous les webinar](#)

LUISS



SciencesPo

[Cliquez ici pour revoir le webinar](#)

Les intervenants du Webinar du 16 novembre



Enrico Letta

Doyen Paris School of International Affairs, Sciences Po



Andrea Prencipe

Recteur, Luiss Guido Carli



Paola Severino

Vice Présidente Luiss Guido Carli



Nando

Pagnoncelli
Administrateur Délégué, Ipsos Italie



Marc Lazar

Professeur Sciences Po et Luiss



Nicola Monti

Administrateur Délégué, Edison

Executive summary

Tandis que la pandémie de Covid-19 met le monde à l'épreuve, l'Europe s'est mobilisée, non sans difficulté, pour soutenir ses pays membres et leurs économies dans ce contexte d'incertitude. Quelle est la perception des jeunes Italiens et Français de cette situation ? Quelles sont leurs attentes vis-à-vis de leurs gouvernements et des institutions européennes ? Comment envisagent-ils leur avenir ? Les jeunes des deux pays ont répondu à toutes ces questions dans le cadre d'un **sondage réalisé ces dernières semaines grâce au soutien d'Edison**, dont les résultats ont été présentés lors de l'événement.

L'enquête "Les jeunes et leur avenir dans le cadre de Covid-19, une enquête menée en Italie et en France" a été réalisée sur un **échantillon de 1 000 jeunes Italiens et 1 000 jeunes Français** âgés de 18 à 34 ans, entre le 15 et le 22 octobre 2020.

Créer davantage de possibilités pour la jeune génération est l'une des priorités de l'agenda d'une Union européenne dont l'objectif qu'elle s'est fixée est de construire l'Europe de la prochaine génération. Avant même la crise de la Covid-19, le chômage des jeunes constituait une alarme sociale sur l'ensemble du continent, une situation qui s'est encore plus aggravée par l'éclatement de la crise économique et sanitaire. Selon les dernières données disponibles pour l'Italie, le **chômage des jeunes (15-24 ans) s'élève à 27,8 %, contre 21% en France**. L'Italie détient en outre le record européen du nombre de jeunes qui ne travaillent ni n'étudient, à savoir ceux que l'on nomme les NEET, – not in education, employment or training . Plus d'un jeune italien sur quatre entre 20 et 34 ans (28,9 %) est en dehors du marché du travail et de l'éducation, contre 17,7 % en France.

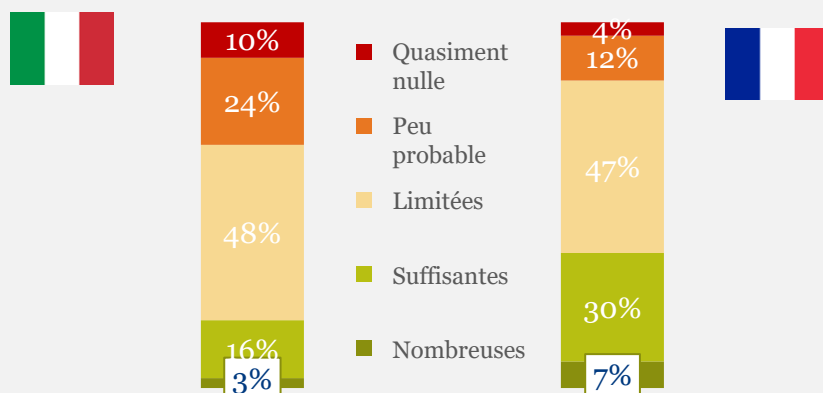
[Cliquez ici pour télécharger les résultats du sondage sur les jeunes et leur avenir](#)

Les jeunes et leur avenir dans le cadre de la Covid-19: une enquête réalisée en France et en Italie

L'enquête a montré d'une manière générale que les **jeunes Italiens dépeignent plus mal leur pays que les Français**, et expriment un plus grand sentiment de revanche et de protagonisme que leurs pairs français. Tout cela a des répercussions sur leur niveau de satisfaction perçue et leur degré de bonheur personnel : ceux des Italiens sont légèrement inférieurs à ceux des Français, et les Italiens notent une plus grande distance entre leur vie réelle et leur vie idéale que les Français.

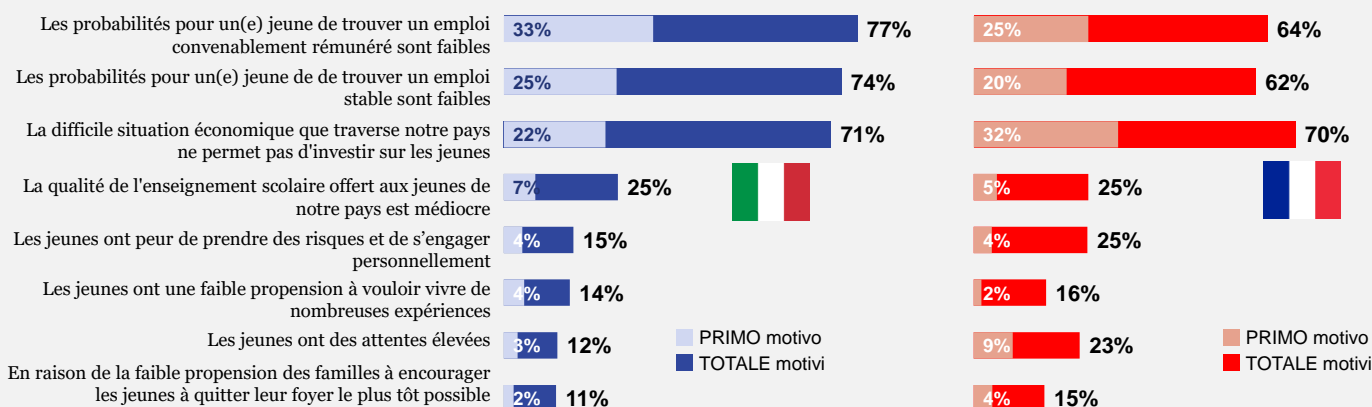
Peut-être la différence de perception entre les jeunes des deux pays se reflète-t-elle dans le fait que l'urgence sanitaire expose les jeunes Italiens à un risque plus important que les jeunes Français, notamment sur leurs projets de vie (voir figure ci-contre). D'autre part, les jeunes se voient offrir des possibilités d'épanouissement limitées, surtout en Italie, en raison de la situation des économies et du marché du travail, difficile, des deux pays.

Selon vous, en Italie/France, quelle probabilité a un jeune de réaliser ses rêves et ses projets de vie ?



En France, la confiance dans les institutions est plus importante. Chez les jeunes Italiens, l'Union européenne enregistre un solde positif de confiance, en général et par rapport à des mesures spécifiques, tandis que les Français sont nettement plus critiques. D'autre part, les jeunes des deux pays sont d'accord sur le rôle social que les entreprises et les marques devraient jouer, même si chez les jeunes Français, cette position est moins marquée: elle est en partie influencée par leur évaluation négative des grandes entreprises. Celles-ci doivent selon eux s'exposer davantage si elles veulent traiter d'une question sociale, culturelle ou politique. Les déclarations de principe ne suffisent plus, notamment sur l'attention portée à leurs employés et à la qualité de vie de ces derniers. Enfin, sur le thème de l'environnement, les jeunes italiens et français s'y déclarent plus attentifs que les adultes, et affirment être attachés à la mise en œuvre de comportements vertueux en termes de durabilité.

Qu'est-ce qui limite la réalisation des projets de vie des jeunes ?



[Cliquez ici pour revoir le webinar](#)

Les intervenants du Webinar du 23 novembre



Franco Bassanini
Président Astrid,
Membre Comité
Scientifique Dialogues



Vincenzo Boccia
Président,
Luiss Guido Carli



Paola Severino
Vice Présidente Luiss
Guido Carli



Domitilla Benigni
Chief Operating
Officer, Elettronica



Fabio Corsico
Directeur Cours Family
Business Management
Luiss Business School



Luigi De Vecchi
Chairman EMEA
Banking, Capital
Markets & Advisory
Citi



Luigi Gubitosi
Administrateur
Délégué et
Directeur Général
Telecom Italia



Andrea Munari
Administrateur
Délégué BNL
Gruppo BNP
Paribas



Félicité Herzog
Directrice Stratégie et
innovation Vivendi,
Membre Comité
Scientifique Dialogues

Executive summary

Cet épisode des Dialogues a poursuivi la discussion sur l'avenir des jeunes et de l'Europe entamée lors du rendez-vous du 16 novembre autour de l'analyse des résultats de l'enquête à leur sujet, qui avait souligné leur grande préoccupation et leur insatisfaction par rapport aux opportunités du présent et à leurs perspectives d'avenir.

Former les jeunes aux emplois d'aujourd'hui et de demain, les doter des outils nécessaires pour réussir et innover dans un contexte de changement important et accéléré, est la clé pour réduire l'inconfort et l'anxiété généralisés. Comme le rappelle Vincenzo Boccia, « **l'éducation est la clé d'une société plus équitable et du déblocage de l'ascenseur social**. Comme l'ont souligné le Président Mattarella et le Président Macron, l'éducation est, avec la santé, l'un des grands défis du présent pour construire une communauté plus soudée en Europe". Il sera nécessaire de préparer les jeunes à affronter un monde dans lequel "les emplois seront largement différents des emplois d'hier et d'aujourd'hui, et c'est là le grand défi pour l'ensemble du système éducatif : préparer les jeunes à un monde du travail qui exige des **compétences professionnelles dont l'évolution est toujours plus rapide**", a souligné Franco Bassanini.

Comme dans d'autres domaines, y compris celui de la durabilité, la pandémie n'a pas tant créé de nouveaux phénomènes, elle a surtout fortement accéléré les tendances déjà en cours. S'agissant des entreprises, Domitilla Benigni mentionne en effet comment "la pandémie nous a confrontés à une forte accélération du processus de numérisation. Ce processus de transformation numérique était déjà en cours depuis un certain temps, notamment dans diverses entreprises de pointe, mais avec la pandémie, il est devenu transversal à l'ensemble de la société, et les secteurs qui étaient en retard, comme celui de l'école, en ont souffert, et pénalisé les jeunes et les plus vulnérables. 65% des jeunes d'aujourd'hui exerceront des professions qui n'existent pas encore. Autant de défis mais aussi d'opportunités pour les jeunes, notamment dans les domaines de l'analyse des données, du *machine learning*, et de l'intelligence artificielle".

Il y a dès lors des raisons de considérer les mutations actuelles avec un optimisme renouvelé, car derrière chaque crise, se cachent réellement des opportunités. Sur le thème du télétravail, Fabio Corsico a notamment mentionné une "recherche de la Luiss sur un échantillon de 450 professionnels» selon laquelle « plus de 70% d'entre eux ont pu réaliser toutes leurs tâches depuis leur domicile, et consacré plus de temps à leur famille et au développement de l'égalité des chances. Néanmoins, cette recherche a également souligné l'accélération du déficit de personnes possédant des compétences numériques, l'inadéquation entre l'offre et la demande de **compétences numériques et l'importance du *life long learning***». Andrea Munari a également réfléchi sur le thème du *life long learning* : «à l'avenir, il ne sera plus suffisant de n'avoir que des compétences techniques, il faudra sensibiliser les personnes sur la nécessité de l'analyse et de l'étude continues de nouveaux phénomènes qui ne feront pas nécessairement partie de leur passé professionnel ».

Luigi De Vecchi souligne comment l'accélération du travail et de l'enseignement à distance peut améliorer la qualité de la vie des personnes, et des jeunes en particulier. "La pandémie nous a montré à quel point il est possible de vivre et de travailler différemment : c'est **une nouvelle révolution qui ne doit pas passer inaperçue**, qui permet de préserver les territoires et de mettre en œuvre une nouvelle façon de travailler, plus durable. C'est le concept du "*smart land*". Notons un signal positif pour les jeunes, également de la part des institutions : M. De Vecchi a déclaré que "dans cette crise, l'Europe a réussi à faire ressortir le meilleur d'elle-même, en rassemblant des ressources et des projets pour construire l'Europe de la prochaine génération, et je pense que c'est un signal important pour les jeunes et pour leur avenir".

Toutes ces transformations devront être régies et soutenues par un cadre réglementaire adéquat et une infrastructure habilitante. Des nouvelles encourageantes arrivent au sujet du retard numérique de certaines régions du pays ; M. Gubitosi a en effet annoncé lors des Dialogues : "à partir de l'année prochaine, nous pourrons réduire la fracture numérique en Italie, et connecter la plupart des régions du pays, même les plus éloignées, un résultat possible grâce à la coopération franco-italienne". La croissance de la diffusion des technologies numériques requiert également une nouvelle culture : "Un autre aspect lié à l'importance croissante des technologies est la diffusion d'une bonne culture numérique : respect de la vie privée, codes de conduite, utilisation correcte des réseaux sociaux ».

Malgré le vieillissement rapide de la population en Italie et - dans une moindre mesure - en France, Félicité Herzog se tourne vers l'avenir, étendant son regard sur la façon dont les jeunes vont façonner le monde de demain. En fait, elle rappelle que "les *millennials* et, surtout, la Génération Z sont devenus le segment le plus important de la population mondiale, représentant environ 30% des habitants de la planète. Même si dans des pays comme l'Italie et la France, ils sont une part minoritaire de la population, **l'avenir leur appartient**".

[Cliquez ici pour revoir le webinar](#)

Les intervenants du Webinar du 30 novembre



Paola Severino
Vice Présidente Luiss
Guido Carli



Maria Latella
Journaliste,
Radio 24



Luigi Abete
Président, BNL



Letizia Moratti
Co-fondatrice,
Fondation San
Patrignano



Rosario Ambrosino
CEO, Elios Italia



Jean-Yves Le Gall
Président, Centre
National d'Etudes
Spatiales



Francesco Starace
CEO, Enel



Michele Crisostomo
Président, Enel



Veronica De Romanis
Professeur European
Economics Stanford
University de Florence et
Luiss Guido Carli

Executive summary

Le Webinar du 30 novembre s'est concentré sur le Next Generation EU et le Green Deal européen, les deux principales initiatives promues par la Commission dirigée par Ursula Von Der Leyen. Différents dans leur genèse et leur développement, mais avec une ambition et une vision stratégique similaires, le Next Generation EU et le "Green Deal" visent tous deux la refonte stratégique de l'économie européenne, qui requiert non seulement une coordination de tous les gouvernements et des autorités locales au sein des États membres, mais aussi et surtout la participation des acteurs privés.

En particulier, le **Next Generation EU est le plan de 750 milliards d'euros** qui vise à répondre à la crise de la Covid-19 en construisant une Europe durable et numérique. Le plan sera financé par l'émission d'une dette européenne commune, et prévoit des subventions à hauteur de 390 milliards et des prêts pour les 360 milliards restants. Dans la vision stratégique du Next Generation EU, s'inscrit le European Green Deal, car les États membres devront consacrer au moins 37 % des fonds du Next Generation EU à des actions en faveur de la durabilité.

Selon Luigi Abete, la crise de la Covid-19 a montré que nous avons besoin de plus d'État et de marché et, avec le "Next Generation EU", l'Union européenne est prête, montrant ainsi que "l'Europe" n'est pas qu'un slogan. Pour Paola Severino également, 2020 a été une année particulière pour l'Europe, qui a décidé de faire un pas historique et de partager stratégie et dette afin de réaliser des projets communs.

Francesco Starace met l'accent sur les aspects de durabilité : "La Covid-19 nous a fait faire un bond en avant, et nous a montré ce que signifie émettre moins de CO2 et dépendre moins des centrales thermiques. Elle nous a montré qu'il est possible de décarboniser considérablement le système électrique, sans grande complexité ni risques dans sa gestion. Une fois l'urgence de la Covid-19 derrière nous, nous ne pourrons plus dire qu'un monde plus durable n'est pas possible". La durabilité, nous rappelle également Michele Crisostomo, « démontre la nécessité d'acquérir de nouvelles notions et de développer de nouveaux schémas de pensée, et souligne l'importance chaque fois plus grande de nous doter de compétences analytiques et de savoir lire le contexte macroéconomique et politique dans lequel nous vivons, ce qui élargit l'horizon cognitif de nos cadres et professionnels".

Selon Rosario Ambrosino, il existe des domaines dans lesquels les compétences européennes devraient être développées, et d'en faire des traits distinctifs de l'Union européenne. Il se réfère en particulier à la durabilité, la biodiversité et la production alimentaire.

Le Next Generation EU permettra à l'Europe de faire un bond en avant non seulement en matière de durabilité, mais aussi sur d'autres **technologies clés, telles que l'hydrogène, la microélectronique, le cloud, l'intelligence artificielle et l'espace** qui, comme le souligne M. Le Gall, peuvent servir de passerelle pour améliorer la qualité des relations entre la France et l'Italie et être l'un des moteurs de l'accélération du développement technologique européen en général.

Mais, comme l'a rappelé Letizia Moratti dans son *Keynote Speech*, l'Union européenne devra également accorder la priorité à la durabilité sociale, et en particulier à l'équité entre les générations, en mettant en œuvre des réformes et en surmontant les modèles économiques qui ont échoué à garantir l'accès à des opportunités adéquates.

Veronica De Romanis, enfin, se tourne vers l'avenir en lançant deux propositions : utiliser le projet «Garanzia Giovani» pour former les nouvelles générations en les dotant de compétences numériques, en ayant ainsi recours à un outil déjà existant et testé en faveur de la catégorie la plus pénalisée par la crise: les jeunes. Veronica De Romanis propose ensuite d'utiliser l'outil SURE pour aider de manière ciblée le secteur du tourisme et des services, le plus pénalisé par la crise.

Le webinar du 30 novembre a également été l'occasion de présenter le **Position Paper préparé par The European House - Ambrosetti en collaboration avec Enel**, intitulé "La mobilité électrique pour un système de transport à émission zéro : comment l'Italie et la France peuvent-elles travailler ensemble dans une ère d'incertitude du marché et d'atténuation du changement climatique"

[Cliquez ici pour télécharger le position paper](#)

Executive Summary du Position Paper

Au niveau mondial, bien que l'économie soit en train de se décarboniser progressivement, les niveaux d'émission de CO₂ sont en hausse constante. Le secteur des transports n'échappe pas à cette tendance : en Europe, les **émissions de CO₂ dans les transports ont augmenté de 18 %** au cours des 25 dernières années, contrairement à celles produites par les secteurs industriel, résidentiel et de l'énergie. Aussi, la promotion d'une demande et d'une offre chaque fois plus orientées vers la **mobilité durable** revêt une importance stratégique. Dans ce cadre, tant la Commission Européenne que les gouvernements italien et français ont défini des **mesures politiques ambitieuses** pour en promouvoir son développement et atténuer l'émergence de nouveaux risques climatiques.

Le rôle clé du secteur des transports dans la décarbonisation de l'économie et de la société est désormais largement reconnu par les institutions européennes. Ces dernières tiennent de plus en plus compte des dimensions énergétique et environnementale dans les questions de **politique industrielle** liées au développement de technologies vertes et à émission zéro, dont par exemple le développement de la production de batteries et des systèmes de recharge électrique. La diffusion de l'E-Mobilité a des effets positifs sur le plan économique, social et environnemental : ces avantages sont quantifiables à travers l'analyse du cycle de vie d'un véhicule électrique, dont la production d'émissions est de **50%** inférieure à celles des voitures thermiques.

En diffusant l'utilisation des véhicules électriques dans les sphères publique et privée, l'on **contribue à l'atteinte des objectifs de décarbonisation**, à la réduction des émissions de polluants et de la pollution sonore, **tout en épargnant** (moindres coûts d'exploitation et de maintenance, notamment dans les transports publics locaux). En outre, la mobilité électrique peut influencer sur la durabilité du transport du "dernier kilomètre", sous pression - surtout en zone urbaine - par la croissance rapide de l'*e-commerce*.

Dans ce contexte, un **partenariat entre l'Italie et la France** peut favoriser le développement de l'E-Mobilité et la compétitivité de leurs secteurs industriels et des services sur les marchés nationaux, européens et mondiaux. Ces deux pays - dotés de solides industries dans la construction automobile, la fabrication de ses composants et dans les réseaux d'énergie - pourraient promouvoir des collaborations bilatérales dans cinq domaines clés : 1. Partenariats industriels pour la diffusion de la mobilité électrique; 2. Collaborations entre entreprises et réseaux de recherche, et création au niveau transnational et européen d'un laboratoire de transfert de technologie sur les technologies vertes; 3. Partenariats public-privé pour réinventer le transport urbain du dernier kilomètre avec un objectif zéro émission; 4. Collaboration en vue de la naissance d'un fonds européen pour la recherche, l'innovation et la formation de compétences adéquates au développement de l'E-Mobilité à l'échelle nationale; 5. Collaboration en faveur de la création d'un cadre paneuropéen pour le développement de la mobilité électrique.

[Cliquez ici pour revoir le webinar](#)

Les intervenants du Webinar du 3 décembre



Paola Severino
Vice Présidente Luiss
Guido Carli



Enrico Letta
Doyen Paris School of
International Affairs,
Sciences Po



Frédéric Mion
Directeur
Sciences Po



**Vincenzo
Boccia**
Président,
Luiss Guido Carli



Teresa Castaldo
Ambassadrice d'Italie
en France



**Christian
Masset**
Ambassadeur de
France en Italie



Carlo Bonomi
Président,
Confindustria



**Viviane Chaine-
Ribeiro**
Présidente de la
Commission Européenne et
Internazionale, Medef



Roberto Gualtieri
Ministre de l'Economie et des
Finances, République italienne



Bruno Lemaire
Ministre de l'Economie, des Finances et
de la Relance, République française



Paolo Gentiloni
Commissaire Européen
pour l'Economie

Executive summary

Avec le huitième et dernier épisode numérique de l'édition 2020, centré sur le thème des jeunes et de l'avenir, les Dialogues Franco-Italiens pour l'Europe se concluent avec un dialogue de haut niveau entre les institutions des deux pays et de l'Union européenne, réunissant dans une même rencontre, outre les responsables des deux universités moteurs de l'initiative - Luiss Guido Carli et Sciences Po - les deux Ambassadeurs depuis leurs capitales respectives, les responsables des associations industrielles des deux pays, les deux Ministres de l'économie et le Commissaire aux affaires économiques de l'Union européenne.

Après les salutations initiales de Paola Severino et Enrico Letta, la réunion s'est ouverte sur un message du Ministre italien des Affaires étrangères Luigi Di Maio, lu par Paola Severino, dans lequel il a souligné l'efficacité et l'importance de la coopération franco-italienne dans le contexte européen et mondial actuel.

Les instruments de relance des économies française et italienne dans le contexte de la Covid-19

Une coopération dont l'importance a également été rappelée par Frédéric Mion : "l'union est la condition sine qua non de la prospérité européenne ; l'Europe est en effet le seul contexte dans lequel nous pouvons être acteurs au niveau mondial". Vincenzo Boccia, en revanche, souligne la vision qui sous-tend l'action de l'Union européenne, notamment dans les politiques de lutte contre la crise de la Covid-19 : "une idée de société avec les personnes au centre de cette société et les entreprises au centre de l'économie, avec la conscience que la force des États est renforcée par l'idée de l'Europe. Être à la fois Européen et Italien ou Français ne sont pas des alternatives qui s'excluent mutuellement, elles se renforcent mutuellement".

Dans le contexte européen, l'Italie et la France, deux pays unis par l'histoire et la culture, ont atteint cette année une convergence de vues politique et économique qu'ils ont rarement rejoint. Selon l'Ambassadrice Teresa Castaldo, "le partenariat franco-italien est stratégique pour les deux pays, et un dialogue franco-italien est nécessaire pour renforcer encore la confiance mutuelle et continuer à travailler ensemble dans un moment aussi délicat du point de vue de la santé et de la relance de l'emploi, dans une perspective de plus en plus ancrée à l'Europe et sous la bannière des trois mots clés : peuple, planète et prospérité. Le 1er décembre 2020, la **Présidence italienne du G20** a officiellement débuté, un contexte dans lequel, assure l'Ambassadeur Christian Masset, "la France sera totalement aux côtés de l'Italie, afin d'assurer une gestion la plus efficace possible en accord avec les priorités des deux pays et de l'Europe".

Carlo Bonomi nous apporte en revanche le point de vue des entreprises vis-à-vis de la convergence franco-italienne : "la véritable intégration en Europe s'est peut-être d'abord faite au niveau économique et entre les tissus économiques des différents pays, ce qui a trouvé sa pleine expression dans la rencontre trilatérale Confindustria, Medef et BDI, qui ont exprimé avec conviction des positions communes pour la relance de l'Europe et la protection du marché unique au lendemain de l'éclatement de la crise Covid-19". Mme Chainé-Ribero est du même avis : "Le Medef et la Confindustria ont pris l'habitude, ces dernières années, de se rencontrer et de travailler ensemble, dans le but de rendre les entreprises plus résistantes et plus fortes, dans un cadre de valeurs et de modes de vie typiquement européens".

S'agissant des jeunes qui devront être les protagonistes du plan Next Generation EU, M. Bonomi a souligné l'importance d'émettre une dette européenne commune : « cette dette commune est un pas en avant pour nous tous, Européens, mais nous le faisons en laissant la facture aux générations futures puisque la dernière tranche du Next Generation EU sera remboursée en 2056". En ce sens, est intervenu le ministre Gualtieri, "l'objectif et l'ambition du Next Generation EU doivent être plus grands que la réponse à la crise, mais ils doivent regarder plus loin et s'attaquer aux problèmes structurels de l'économie européenne, en définissant une politique industrielle à long terme pour devenir les acteurs majeurs du progrès technologique mondial» Le Commissaire Gentiloni est du même avis : "l'objectif de la mise en œuvre du Next Generation EU est la croissance à long terme. Si nous voulons que l'opération soit réussie, et donc reproductible, nous devons nous équiper pour revenir sur le chemin de la croissance et de la viabilité budgétaire, pour le remboursement de la dette qui devra avoir lieu entre 2026 et 2056, pour environ 14 milliards par an".

L'accent mis sur les secteurs de pointe et la souveraineté technologique de l'Europe est également souligné par le Ministre Le Maire : "nous devons développer l'indépendance dans les secteurs de pointe, par exemple les batteries électriques, l'espace ou les données sensibles. Nous devons accélérer et mettre en œuvre des méthodes typiquement européennes pour élaborer la politique industrielle". Certains champions technologiques franco-italiens, comme STMicroelectronics, ou le géant mondial de l'automobile qui naîtra de la fusion entre FCA et PSA, témoignent de l'intérêt de ces stratégies.